



*Au service  
des peuples  
et des nations*



## COMPTE RENDU DE REUNION DU COMITE LOCAL D'EXAMEN DE PROJET

---

**Objet** : Projet d'appui conseil stratégique à la gouvernance du secteur sécuritaire au  
Burkina Faso

**Lieu** : Salle de réunion du PNUD

**Date** : 17 février 2017

Après une présentation succincte du projet par Monsieur Losséni CISSE, Spécialiste Gouvernance à l'Unité Gouvernance et Paix Durable du PNUD, les discussions ont porté sur les points suivants :

1. Appréciations des résultats du document de projet,
2. Appréciations des arrangements de gestion.

Liste des participants est en annexe.

### Contexte du Projet

Les attentats terroristes du 15 janvier 2016 perpétrés contre un hôtel et un restaurant à Ouagadougou, deux semaines seulement après la prestation de serment du Président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, et depuis lors, les attaques contre les postes frontaliers de l'armée, de la gendarmerie et de la police par des hommes armés, sont considérées comme une conséquence du vide laissé par la dissolution du Régiment de Sécurité Présidentiel (RSP). Par conséquent, en plus de l'héritage d'une société



*Au service  
des peuples  
et des nations*



militarisée, politisée et un secteur de la sécurité perturbé et dans le besoin de réformes, comme ses pairs dans la sous-région, le Président Kaboré est également confronté à un sérieux défi face à la menace terroriste et d'autres formes de criminalité transnationale.

C'est dire qu'au Burkina Faso, les réformes engagées en vue de garantir le caractère républicain des forces de sécurité et de défense sont initiées dans un contexte caractérisé par une insécurité accrue dans la sous-région, due à l'expansion de l'extrémisme violent, le terrorisme et une atmosphère politique fragile issue d'une période d'instabilité d'avant et pendant la transition politique. La société civile fortement mobilisée et la prise de conscience politique de la population, avec des attentes élevées pour une amélioration rapide des conditions de vie et des services de la justice et de la sécurité, exercent une forte pression sur le nouveau gouvernement élu. Ce contexte est également marqué par un secteur de la sécurité et de la défense encore perturbé et fragilisé par des décennies de mauvaise gestion militaire et par la dissolution du Régiment de Sécurité Présidentiel, une force qui avaient été renforcée au détriment du reste de l'armée. Enfin, le contexte des réformes initiées au Burkina Faso est également marqué par l'existence d'un Plan Stratégique 2017-2021 pour la réforme des Forces Armées Nationales (FAN) élaborée par le Ministère de la défense nationale et des anciens combattants du 8 décembre 2015 au 16 août 2016 et dont la mise en œuvre est en cours et par une tentative de redéfinition de l'approche sécuritaire du pays par les nouvelles autorités. Un atout important pour le Burkina Faso est que son secteur de la sécurité n'a pas connu de clivages ethniques, religieux ou régionaux et que ses dirigeants politiques reconnaissent la nécessité d'un processus de réforme en vue de relever les défis de sécurité du pays.



*Au service  
des peuples  
et des nations*



C'est dans ce contexte que lors d'une réunion qui s'est tenue le 3 mars 2016 avec le Secrétaire Général des Nations Unies, le Président Kaboré, le nouveau chef de l'Etat du Burkina Faso a demandé un soutien des Nations Unies au processus de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) de son pays. Cette demande d'assistance en RSS qui avait déjà été faite par le gouvernement de transition, a été réitérée durant les visites du Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, ainsi que le Secrétaire général adjoint pour la consolidation de la paix. En guise de suivi à cette demande, une mission technique a été déployée à Ouagadougou du 29 mai au 11 juin 2016, afin d'identifier les défis en matière de gouvernance du secteur de la sécurité, de formuler des recommandations au gouvernement pour faire face à ces défis, et proposer des recommandations pour l'engagement de l'ONU à soutenir le processus de RSS au Burkina Faso.

Le projet vise tout d'abord à fournir aux autorités burkinabés, un appui stratégique afin de mener un processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) inclusif et participatif, et qui réponde aux besoins en sécurité de l'Etat ainsi que des populations, sans discrimination basée sur le genre (hommes et femmes), la religion ou l'ethnicité. Le processus RSS sera basé sur une vision nationale de la RSS et de la gouvernance du secteur de la sécurité, tout en assurant une cohérence institutionnelle et une synergie intersectorielle. Par ailleurs, le projet vise à assurer un soutien transparent et coordonné de toutes les interventions au niveau national en matière de RSS.

## **1- Les résultats du projet**

Le projet a pour finalité, de permettre aux forces de défense et de sécurité du Burkina Faso, d'assurer plus efficacement la sécurité des personnes et des biens dans le



*Au service  
des peuples  
et des nations*



respect des principes démocratiques dans un contexte de plus en plus marqué par de nouvelles menaces en matière de sécurité.

A ce titre, il prévoit apporter aux parties prenantes à la RSS, l'appui stratégique nécessaire pour qu'elles s'élaborent et mettent en œuvre une stratégie nationale de la RSS. Aussi, il mettra en place un cadre cohérent et coordonné entre les Nations Unies et des partenaires techniques et financiers concernant leur intervention dans le cadre de la RSS. Enfin, le projet développera des stratégies adéquates de mobilisation des ressources pour mettre en œuvre la RSS.

Les participants ont jugé les résultats attendus pertinents et répondant aux priorités nationales. Ils ont cependant souhaité que compte soit tenu des acquis existants, notamment le plan stratégique 2017- 2021 de réforme des Forces Armées Nationales élaboré par le Ministère de la défense nationale et des anciens combattants

De même, ils ont demandé que soit examiné dans quelle mesure les ressources à mobiliser pour la suite du projet permettraient de financer également les équipements des FDS, en dehors du renforcement des capacités. Ils ont souhaité une implication de la société civile. Il a été convenu que la stratégie de mobilisation de ressources prévue par le projet tout en permettant d'obtenir des financements conformes aux exigences des bailleurs, permettraient de libérer des ressources publiques susceptibles d'être allouées auxdits équipements.

Ils ont demandé des clarifications sur les positions de Haut Conseiller en matière de RSS et celle de l'Expert.

Après échanges, les résultats ont été validés.



*Au service  
des peuples  
et des nations*



## **2- Des arrangements de gestion**

Après avoir expliqué aux participants, les modalités de mise en œuvre des projets et programmes et particulièrement des Fonds de Consolidation de la Paix conformément aux principes du PNUD, ils n'ont pas émis de réserves sur la modalité DIM retenue.

## **3- Le budget du projet**

Le montant alloué au projet par le Fonds de Consolidation de la Paix, pour une période de mise en œuvre de 12 mois est d'un million (1.000.000) de dollars US.

A la question de savoir quelle est la contribution du Gouvernement, la réponse a été apportée relativement à la mise à disposition du Conseiller, des facilités de travail, notamment un bureau équipé à la Présidence de la République.

Ont signé

**Corneille Agossou**

Directeur Pays/PNUD

**W. Jean Marie KEBRE**

Responsable du service des projets PNUD  
à la Direction Générale de la Coopération  
du Ministère de l'Economie, des Finances  
et du développement



Au service  
des peuples  
et des nations



## Liste des participants

N°	NOMS/PRENOMS	FONCTION/STRUCTURE	EMAIL	TELEPHONE
1.	N'DO Sylvestre	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	<a href="mailto:ndosy@yahoo.fr">ndosy@yahoo.fr</a>	70 26 49 15
2.	SOUGUE Somitié	CNDH	<a href="mailto:somitie@yahoo.fr">somitie@yahoo.fr</a>	72 06 93 83
3.	KEBRE W. Jean Marie	Responsable du service des projets PNUD/DGCOP	<a href="mailto:jkebre@gmail.com">jkebre@gmail.com</a>	70 24 32 16
4.	TARPILGA Remi Nestor	DGESS du Ministère de la Justice		71 80 19 70
5.	DOUAMBA Simon Pierre	Chargé de Programme au CGD	<a href="mailto:nomisrn@yahoo.fr">nomisrn@yahoo.fr</a>	76 32 93 56
6.	OUEDRAOGO Julie Rose	SG / Association des femmes juristes	<a href="mailto:ouedrose2000@yahoo.fr">ouedrose2000@yahoo.fr</a>	70 72 16 20
7.	AGOSSOU Corneille	Directeur Pays du PNUD	<a href="mailto:corneille.agossou@undp.org">corneille.agossou@undp.org</a>	75 87 00 01
8.	CISSE Losséni	Spécialiste Gouvernance /PNUD	<a href="mailto:Losseni.cisse@undp.org">Losseni.cisse@undp.org</a>	75 57 03 01
9.	MILLOGO Brice	Gouvernance PNUD	<a href="mailto:Brice.millogo@undp.org">Brice.millogo@undp.org</a>	75 87 0007
10	Mme OUEDRAOGO/Zougrana Veronique	Chargé de programme CGD		78 50 50 99
11	Colonel Major Abdou DIALLO	Chef de division/ Etat-major général des armées	<a href="mailto:djeido@yahoo.fr">djeido@yahoo.fr</a>	25 31 50 37
12	Colonel Major GAMBO Léonard	Ministère de la défense nationale et des anciens combattants	<a href="mailto:leonardgambo@yahoo.fr">leonardgambo@yahoo.fr</a>	70 20 81 55
13	GNAKINA Juillet	Ministère de la sécurité	<a href="mailto:gnakinajuliet@yahoo.fr">gnakinajuliet@yahoo.fr</a>	71 80 19 70
14	SAWADOGO Ali	Ministère de la sécurité	<a href="mailto:Aliyou22@yahoo.fr">Aliyou22@yahoo.fr</a>	72 24 40 89